

front rouge

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 10 / 27 JANVIER 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

HAUSSE DES PRIX, HAUSSE DES IMPOTS DES CREDITS POUR LE CAPITAL... ...EXTORQUES A LA CLASSE OUVRIERE



LES COLLECTEURS DE FOND
DU CAPITAL...
LEUR TOUR DE PAYER VIENDRA

"Les déclarations fiscales faites par Mr. Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée Nationale, sont conformes à la loi et à la réglementation" s'empresse de déclarer Matignon après la publication de la feuille d'impôts de Chaban. Heureusement qu'on nous le dit, on aurait pu croire innocemment que tous les français payaient des impôts suivant leurs revenus.

C'est en toute légalité capitaliste que le Président de l'Assemblée Nationale touche 1 million d'AF. par mois non imposables. C'est en toute légalité capitaliste que le député Chaban touche environ 800.000 af. par mois sur lesquels seulement 344.000 sont imposables. Il n'est pas le seul, tous les députés, de Ballanger à Tomasini, sont dans ce cas.

C'est en toute légalité capitaliste que l'actionnaire Chaban, à qui ses actions rapportent 300.000 af. par mois, arrachés à la sueur des ouvriers, bénéficie d'un "avoir fiscal" de la moitié de ce que lui rapportent ses actions. C'est un cadeau de 150.000 af. par mois que nous faisons à l'actionnaire Chaban. Il n'est pas le seul, tous les porteurs d'action sont dans ce cas.

C'est donc en toute légalité capitaliste que le capitaliste Chaban, qui déclare toucher plus de 2 millions d'af. par mois, ne paye pas un sou d'impôt. Gageons qu'à ce régime là, les impôts de tous les actionnaires de France ne font pas rentrer grand chose dans les caisses de l'Etat. C'est encore la classe ouvrière qui les remplira. L'ouvrier crée toutes les richesses, on lui laisse tout juste de quoi vivre, et par dessus le marché, il doit payer ses impôts, sinon c'est les flics et la saisie.

— Beurre : plus 40 c., pain plus 5 c., fromage plus 5 %, redevance radio, télé plus 20 francs.

— Dans un mois, le tabac, les alcools vont monter de 10 %

— Le gouvernement prépare une nouvelle hausse des tarifs métro-bus.

— Fin février, une nouvelle feuille de rançon doit être envoyée à Giscard.

Qui est visé par ces hausses ? Pain, beurre, lait, fromage, rien que des produits alimentaires dont les ouvriers ne peuvent se passer ; des produits nécessaires à reconstituer la force de travail que l'ouvrier a usé dans sa journée. Chaban veut forcer la classe ouvrière à réduire au maximum cette consommation, comme si dans bien des familles ouvrières, ce n'était pas déjà fait ! Métro, bus, non seulement les ouvriers y passent une, 2 voire plus de 3 heures par jour, mais encore ils s'y font rançonner.

Qui paye l'impôt ? Quand un ouvrier achète un produit dans un magasin, plus de 20 % du prix qu'il paye va dans les caisses de l'état ; quand un capitaliste achète une machine à un autre capitaliste, rien ne va dans les caisses de l'état. Il s'agissait là des impôts indirects, voyons ce qui se passe pour les impôts sur le revenu. Les revenus des patrons, c'est-à-dire leurs actions, les profits extorqués aux ouvriers, ne sont pratiquement pas imposés. Par contre, les salaires fournissent la plus grande part des impôts ; et parmi les salariés, les ouvriers, qui sont les plus nombreux, qui évidemment ne bénéficient d'aucune dérogation, alimentent le plus gros des caisses de l'état. La hausse des salaires payés par les patrons amène des couches de plus en plus nombreuses (plusieurs centaines de milliers) au-dessus du minimum imposable : ce sont évidemment des ouvriers qui sont touchés par cette mesure.

Le gouvernement ne frappe pas au hasard : à chaque fois, c'est le prolétariat qui est durement touché par ces mesures. Si, du salaire annuel d'un ouvrier, on décompte les impôts et on compte d'année en année la masse de produits que l'ouvrier peut acquérir, on conclut à une baisse constante de cette quantité de marchandises. Le gouvernement peut inonder ses journaux d'histoires de hausse de salaires, l'ouvrier est forcé de constater la baisse constante de son salaire réel !

C'est-à-dire que non seulement le capitaliste, quand il embauche des ouvriers, s'approprie tout le travail qu'ils réalisent, en ne leur payant que la partie juste nécessaire à reconstituer leur force de travail, mais encore, il essaie de réduire au strict minimum cette partie nécessaire. Il y a 100 ans, les capitalistes n'hésitaient pas à baisser directement le salaire, ou à instituer un système d'amendes dans l'usine pour chaque "faute" commise dans le travail. Aujourd'hui, les capitalistes ont des moyens plus raffinés pour faire baisser le salaire réel, mais le résultat est le même.

Pour tenter de faire passer cette série de mesures, le gouvernement entame une campagne d'"information" sur la hausse du pouvoir d'achat et sur l'égalité de l'impôt. Qu'en disent-ils ?

La hausse du pouvoir d'achat. Le coût de la vie monte, dit la bourgeoisie, c'est vrai, mais les salaires montent plus vite. Pour préciser les mensonges que cela cache, disons :

1. La bourgeoisie a établi un budget type d'un ménage ouvrier complètement bidon. Par exemple, la part du loyer dans le budget total représente 4 %, c'est-à-dire que l'ouvrier qui gagne 100.000 f. ne paierait que 4.000 f. de loyer. Peut-être est-ce le loyer que paie Chaban, mais le loyer exigé dans les taudis est parfois supérieur, dans un H.L.M., inutile d'en parler.

2. ceux qui mesurent la hausse des prix sont des inspecteurs de la bourgeoisie, gageons qu'ils ne doivent pas mettre sou-

révolte qu'elle suscite dans la classe ouvrière. Ils racontent que la hausse des prix est due à la complicité de l'Etat avec quelques monopoles qui sont laissés libres de hausser leurs prix, et, sur l'impôt, ils soulignent comment l'Etat dilapide les deniers publics.

Ainsi, la baisse du salaire réel serait une mesure qui ne profiterait qu'aux monopoles ! Comme si les conséquences pour un ouvrier d'une entreprise monopolisée et celui d'une usine sous-traitante n'étaient pas identiques. Comme si les patrons respectifs de ces deux entreprises n'avaient pas tous les deux le même intérêt à baisser le salaire réel, à diminuer la part de travail payé à l'ouvrier pour augmenter la part qu'ils empochent ! Oui, les monopoles s'accaparent la plus grosse part du butin c'est exact, mais c'est justement pourquoi le sous-traitant a le même intérêt que le monopole à ce que la totalité du butin augmente, pour que la

La hausse du prix du beurre aura comme conséquence d'en limiter la consommation. Ce qui peut être une bonne chose lorsqu'on sait que les corps gras en excès sont mauvais pour l'organisme. C'est confirmé par les médecins."

Le mercredi 19 janvier, terminant sur ces mots son Journal Télévisé de 20 h, Joseph Pasteur s'est levé, sans doute pour aller se taper son gueuleton du soir.

Quant à nous, merci pour le conseil. La viande aussi, à voir son prix est sans doute trop riche en calories. Et quand on bouffe trop, on risque de s'endormir sur sa machine. C'est sans doute pour cela qu'il y a tant d'accidents de travail et que les ouvriers n'arrivent pas à tenir les cadences.

Ne vous inquiétez pas, monsieur Pasteur, quand nous aurons pris le pouvoir, même les patrons d'aujourd'hui qui auront survécu pourront manger à leur faim. Ils auront droit à la ration d'un travailleur manuel..., pour tenir le coup derrière leur machine.

vent les pieds dans les magasins où s'approvisionnent les ouvriers, où le beef-steak est facturé à 4 f.

3. Enfin, c'est aussi la bourgeoisie qui calcule la hausse des salaires. Pour 1971, elle trouve 10,6 % alors que la hausse du SMIG n'atteint même pas ces chiffres. Alors que l'ouvrier qui a travaillé la moitié de l'année dans une usine où les salaires ont augmenté de 3 %, et a été l'autre moitié en chômage, est comptabilisé comme ayant eu une augmentation de 3 % dans l'année ! Alors que les journées que l'ouvrier passe à l'assurance à cause de l'intensification du travail, payées à 75 % ou 0 % sont comptées en plein.

L'égalité de l'impôt. Au moment où Giscard lance une grande campagne sur l'égalité de l'impôt, les divisions internes de la bourgeoisie font connaître que Chaban ne paie pas d'impôt depuis 4 ans avec 2 millions de revenus (déclarés) par mois. Alors, si Giscard est décidé à chasser les fraudeurs, on peut être sûr que ce n'est pas de Chaban qu'il s'agit ; pour le gouvernement, les fraudeurs, c'est l'OS en retard sur son tiers provisionnel, ou bien le chômeur qui, n'ayant presque rien gagné n'a pas rempli sa feuille d'impôt.

part qui lui revient soit consistante. C'est pourquoi l'Etat est dans ce domaine le gérant des intérêts de tous les capitalistes.

Ainsi, ce serait parce que l'Etat est géré par une poignée de dilapidateurs que l'impôt va dans les poches des monopoles ; il suffirait de changer de gérant pour que cela change. C'est nier la fonction de l'appareil d'Etat que la bourgeoisie a mis en place :

1. son rôle militaire pour prévenir et réprimer les révoltes ouvrières

2. son rôle économique : le développement actuel du capitalisme exige qu'une masse de capitaux de plus en plus importante soit mise à la disposition des capitalistes, pour qu'ils puissent perfectionner leur machine à extorquer le profit. L'Etat s'en charge en allant évidemment chercher l'argent chez les prolétaires.

*

Hausse des prix, impôts, chômage, accélération des cadences : voilà le système dans lequel la bourgeoisie enserre le prolétariat, voilà le système que les révisionnistes proposent de gérer. Dans les luttes qui vont se dérouler, sur ces terrains, montrer la cohésion du système de l'ensemble de la classe capitaliste, désigner l'appareil d'Etat comme le pilier de ce système, démasquer les collaborateurs du P.C.F., voilà les cibles du travail des marxistes-léninistes.

Cette baisse du salaire réel, les révisionnistes s'emploient à en camoufler les raisons, tout en tentant de profiter de la

POMPIDOU AU TCHAD ET AU NIGER

LES PEUPLES D'AFRIQUE OPPRIMÉS PAR L'IMPERIALISME FRANÇAIS ALLIÉS DU PROLETARIAT DE FRANCE

En ce moment, Pompidou, après le Niger, "visite" le Tchad. La presse et la télé bourgeoise, quand elles parlent — rarement — des "anciennes" colonies, essaient de montrer que l'exploitation coloniale se serait transformée, depuis 1960, en une "aide" généreuse à ces "jeunes nations indépendantes d'Afrique".

Pour le P."C".F. aussi il n'y a, au fond, plus de colonies. La plupart du temps, il n'en parle pas ; ou bien alors, il parle en général du néo-colonialisme. Quand l'actualité l'y oblige, (Biafra, Tchad), il présente la logique féroce de l'impérialisme comme de simples abus des "monopoles", de mauvaises habitudes colonialistes propres au gouvernement U.D.R.-centriste, etc...

L'IMPERIALISME FRANÇAIS EXPLOITEUR ET GENDARME DES PEUPLES EN AFRIQUE

La réalité du système de l'impérialisme français apparaît avec une netteté particulière, en Afrique, pièce principale, dès ses origines, de l'empire colonial français. Or, c'est précisément sur l'Afrique que le P."C".F., comme la bourgeoisie, reste le plus discret, laissant continuellement entendre que les anciennes colonies d'Afrique seraient devenues, au fond, indépendantes. Comme s'il avait suffi, pour un pays comme le Tchad, de prendre, en 1960, le nom de République du Tchad et d'affubler un Tombalbaye du titre de président pour se soustraire pacifiquement à une domination et une exploitation qui durent depuis plus de 70 ans.

Qu'en est-il dans les faits ?

capitaux français, d'état et privés. 2 sociétés, l'une allemande, l'autre italienne ont obtenu chacune 8 % ; le reste, 17 % étant laissé au gouvernement du Niger.

Pour les peuples de ces pays d'Afrique, cela signifie le maintien pur et simple et le renforcement de l'exploitation coloniale : la masse des paysans sont forcés, par la violence d'état qui exige d'eux l'impôt en argent, les oblige à s'endetter etc., à abandonner les cultures vivrières et à produire du coton, de l'arachide, du café, etc., que les capitalistes français, en position de monopole, leur achètent à un prix très en dessous de leur valeur, et qui baisse



Combattants du Front National
Combattants du Front National

LES BASES ECONOMIQUES DE L'IMPERIALISME

Pour comprendre, du point de vue du prolétariat, ce que peuvent bien signifier les voyages de Pompidou, il faut commencer à saisir les bases économiques telles que Lénine les a scientifiquement mises en lumière et qui sont constamment obscurcies, déformées, "oubliées" par le P."C".F. Pour Lénine : "par son essence économique, l'impérialisme est le capitalisme monopoliste".

Cela veut dire :

1. — Le développement irréversible du capitalisme de la libre concurrence, selon ses lois propres, a conduit, dès la fin du 19^e siècle, dans les principaux pays d'Europe et aux Etats Unis à une gigantesque concentration de la production (trusts) et du capital (groupes financiers), au capitalisme monopoliste : d'où un énorme excédent de capitaux. Mais "tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les pays capita-

listes, mais à augmenter ces profits par l'exportation des capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés car les capitaux y sont peu nombreux, les prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché". (Lénine).

2. — Dès lors, les principaux pays capitalistes (Angleterre, U.S.A., Allemagne, France, Japon) ont eu un intérêt vital, en même temps qu'ils se partageaient le marché mondial (cartels internationaux) à monopoliser de vastes zones, chasses gardées où ils puissent exporter leur excédent de capitaux, pomper des matières premières à bon marché, s'assurer, pour l'avenir, des réserves. D'où la constitution rapide, à cette époque, par la violence ; d'empires coloniaux.

3. — Une fois le partage de la planète entre les grandes puissances achevé (début du XX^e siècle) le monde est devenu aussitôt trop étroit pour les rapaces impérialistes, à la recherche du profit maximum. Chacun d'eux se

développant de façon inégale, n'a bientôt vu d'autre issue pour maintenir et élargir ses profits, que de tenter de repartager le monde à son avantage par la violence, par la guerre. D'où la Première et la Seconde Guerre, conflits mondiaux, précisément, parcequ'il s'agissait, pour les impérialistes, de se repartager le monde (et, en particulier les colonies)

En quoi les bases économiques du système impérialiste ont-elles changé depuis ? En rien. Le P."C".F. lui-même ne peut nier que le capitalisme en est, en France, au stade monopoliste. Il reste donc toujours aussi vital pour l'impérialisme français de renforcer l'exploitation de la masse des ouvriers en France et de maintenir, de rechercher des chasses gardées pour exporter ses capitaux, pomper des matières à bon marché. Mais le P."C".F. s'emploie, par tous les moyens, à dissimuler justement ceci : la réalité et l'unité de l'impérialisme français comme système.

IL EST IMPOSSIBLE DE LUTTER CONTRE L'IMPERIALISME SI L'ON NE S'ATTAQUE PAS AU REVISIONNISME

Le prolétariat, en France, a, au plus haut point, besoin de saisir clairement l'ensemble du système d'oppression et d'exploitation de son ennemi de classe, la bourgeoisie française, s'il veut déterminer la stratégie et la tactique pour l'écraser par l'insurrection armée, pour s'émanciper en instaurant sa dictature. Il a besoin de s'unir avec ses alliés directs, qui apportent une aide décisive à sa lutte révolutionnaire : les peuples en lutte contre l'impérialisme français, et en particulier ceux qui, en Afrique, frappent l'ennemi dans sa principale zone néocoloniale.

Les meilleurs soutiens de son ennemi, de la bourgeoisie française, ce sont ceux qui, tout en se prétendant communistes ou révolutionnaires : le P."C".F. et la C.G.T. principalement, masquent, par tous les moyens la réalité de l'impérialisme français, dressent toutes sortes d'obstacles à ce que se développe la solidarité révolutionnaire entre le prolétariat en France et les peuples opprimés par l'impérialisme français.

Ces représentants des couches soudoyés, à l'aide des surprofits coloniaux, par la bourgeoisie française : (c'est-à-dire de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie parasitaire) s'emploient à corrompre la classe ouvrière, à lui faire espérer que elle aussi, elle pourrait toucher quelques miettes des surprofits coloniaux.

Il sera impossible pour le prolétariat de France, d'écraser ses exploités et d'instaurer sa dictature, s'il ne rejette pas de ses rangs ces valets de la bourgeoisie et les idées qu'ils colportent, s'il ne forme pas, consciemment, avec les peuples opprimés par le même ennemi de classe un front commun.

De 1945 à 1955, l'impérialisme français, durement touché par la guerre, ne pouvait dégager qu'un excédent, relativement faible, de capitaux à exporter. Or, sur l'ensemble des capitaux exportés pendant cette période, elle a destiné les 4/5 à l'Afrique. Après 1955, le flux des capitaux exportés, plus considérable, est allé principalement, sous forme de capitaux d'Etat, lui aussi, pour l'essentiel, vers l'Afrique. Cela veut dire qu'après la perte de sa zone d'influence en Europe de l'Est, après la perte de l'Indochine, l'Afrique est devenue, pour la bourgeoisie française, une région cruciale pour l'exportation de ses capitaux.

Effectivement, dans toutes ses anciennes colonies, excepté certaines qui lui sont disputées par l'impérialisme américain notamment (Maroc, Tunisie) ou qui lui échappent relativement (Algérie, Guinée, Congo) l'impérialisme français a conservé le monopole des investissements : il contrôle l'essentiel des capitaux dans ces pays, même s'il accorde des participations, le plus souvent minoritaires, à des sociétés non françaises. Au Niger, par exemple, le capital de la Somair, qui vient de mettre en exploitation une riche mine d'uranium, est composé à 67 % de

constamment. L'impérialisme crée donc constamment la misère, la famine, exproprie et chasse des campagnes les paysans africains obligés de rejoindre l'armée sans cesse croissante des chômeurs dans les vastes bidonvilles qui ciment Abidjan, Libreville etc... Réserve de la main d'œuvre où l'impérialisme français s'est mis, depuis quelques années, à puiser : maliens, sénégalais.

Car l'industrie de ces pays, strictement subordonnée aux intérêts impérialistes, est limitée au minimum et ruine le peuple de ces pays : le capitalisme français exploite avec avidité le fer de Mauritanie (société Miferma), le manganèse du Gabon, l'aluminium de Guinée. Mais ce minéral, extrait par des ouvriers africains surexploités, pour des salaires dérisoires, part, brut ou à peine transformé et va servir uniquement à augmenter les profits de groupes comme Wendel-Sidélor (d'où la fermeture des mines et des usines de Lorraine, d'où la création de Fos). Mais il ne sert pas du tout à fabriquer des biens dont ces pays ont besoin ; au contraire, le capitalisme français vend les produits finis, élaborés en métropole à partir de ces matières premières à des prix élevés de monopole, en hausse constante.

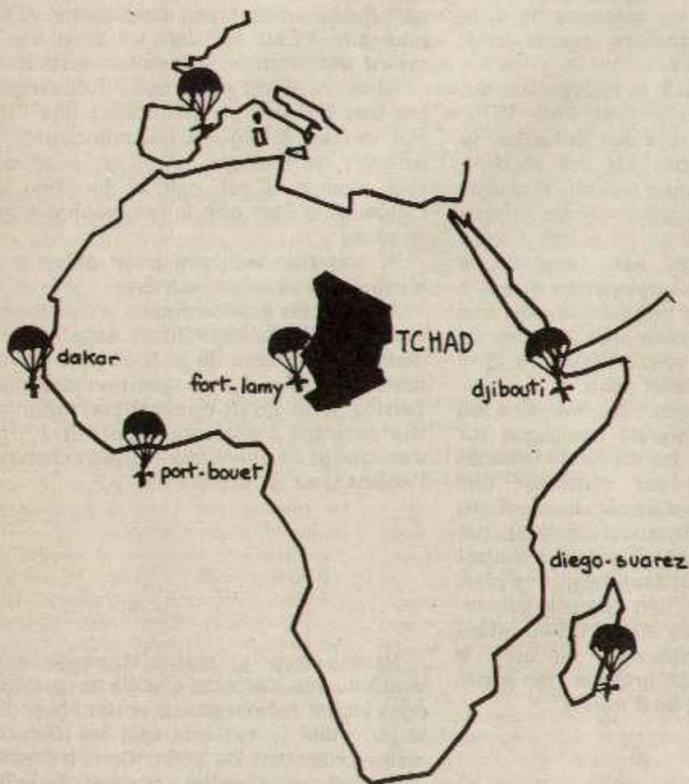
tenir et de renforcer en Afrique ce système féroce. Mais, au fur et à mesure qu'il le développe, il se heurte, de plus en plus, à un danger mortel pour lui : la lutte des peuples africains opprimés pour leur indépendance. Tirant les leçons de ses défaites successives en Indochine et en Algérie, il s'est donc efforcé, avec De Gaulle comme figure de proue, de transformer l'appareil colonial de violence en un système plus discret, moins coûteux et qu'il espère plus efficace.

D'une part, la mise en place dans chaque pays d'un gouvernement et d'une force armée fantoches, choisis, formés tenus en main et corrompus par la bourgeoisie française. Ils sont chargés de garantir de façon "courante", la domination coloniale.

D'autre part, un système militaire dit d'intervention, proprement français (aviation, marine, troupes aéroportées) qui a ses bases à la fois en France (Pau, St-Malo) et aux 4 coins de l'Afrique : à lui d'intervenir directement quand les gouvernements fantoches ne semblent plus en mesure de faire face à la lutte des peuples, comme au Cameroun en 1960 et au Tchad depuis 1968 ; ou bien lorsque ces fantoches sont menacés d'être évincés par une clique manipulée par un impérialisme rival.

Le peuple Tchadien, placé au centre même du système militaire de l'impérialisme français en Afrique, s'est engagé dans la lutte armée : c'est là une aide précieuse et très importante à la lutte révolutionnaire du prolétariat en France.

Travail forcé, expropriation, pillage des ressources, accumulation massive de la misère et du chômage, il est vital pour l'impérialisme français de main-



Les bases françaises en Afrique

SOUSCRIPTION

Besançon	— 1.000 F.
Lyon	— 200 F.
Lyon	— 400 F.
Lyon	— 50 F.
Dijon	— 200 F.
Chateauroux	— 20 F.
Longwy	— 80 F.
Total :	— 1.950 F.

APRÈS L'ASSASSINAT AU BC3 UN OUVRIER DE BERLIET NOUS ECRIT

Front Rouge n° 9 a, pour l'essentiel, bien analysé les causes de l'accident survenu chez Berliet. Mais il faut ajouter un certain nombre d'éléments sur ce qui s'est passé dans la boîte à propos de cet accident.

Les ouvriers de BC3 ont débarré spontanément, non pas en "signe de deuil" comme le claironnent partout la C.G.T. et la C.F.D.T., mais contre les cadences meurtrières dont les victimes sont de plus en plus nombreuses. C'est ce qui constituait l'objet des discussions dans l'atelier.

Cette haine et cette colère se sont retournées contre un chef d'atelier qui voulait inciter les grévistes à retourner aux chaînes. Il fut conspué et assailli de quolibets: "Alors la production, ça avance?" La maîtrise était désignée comme responsable: le pontier a travaillé sur ordre, l'équipe de maintenance a travaillé sur ordre, c'est la maîtrise qui a organisé le travail. La hiérarchie n'est pas, comme l'affirme la C.F.D.T., "un pion aux mains de la direction", mais partie prenante de l'organisation des cadences.

Dans l'ensemble de l'usine, les réactions ont été moins vives qu'au BC3: les circonstances de l'accident étaient peu connues. Néanmoins, cet accident a occupé la quasi-totalité des discussions des ouvriers entre eux. Pendant 2 jours pleins, ni la C.F.D.T., ni la C.G.T. ne sont intervenues. Au BC3 pourtant, dès le lendemain, un container blessait un ouvrier en tombant.

Mais la C.F.D.T. et la C.G.T. ont attendu que le BC3 soit rentré et que l'affaire ait perdu de son brûlant pour proposer une grève de 1 heure.

Cette grève débouchera sur un meeting terne, pour approuver une motion destinée aux pouvoirs publics. Et cela a surtout été l'occasion d'une conférence de presse de Ségué à Lyon, quelques jours plus tard:

"Le patronat et son pouvoir iront-ils jusqu'à nous expliquer que cet aspect barbare de l'exploitation capitaliste est nécessaire à la compétitivité de l'industrie française?"

Non, M. Ségué, il n'y a pas à se poser la question: l'exploitation des ouvriers par le capital est toujours barbare. C'est dans la nature même du capitalisme.

Correspondant
Front Rouge
de Berliet.



TET 68 UN COUP DÉCISIF POUR L'IMPÉRIALISME U.S.

Il y a quelques années, quand on ne voyait que la puissance de l'armée U.S., parler de la victoire du peuple Vietnamien, vous faisait passer pour un rêveur. Quand, en 1967, les marxistes léninistes et les comités Vietnam de base lançaient le mot d'ordre "F.N.L. vaincra", on les accusait de prendre leurs désirs pour des réalités.

C'était l'époque où la presse bourgeoise ne voyait la guerre d'Indochine qu'à travers des lunettes "made in U.S.A.": elle niait l'existence du F.N.L., la réalité des crimes U.S. au Vietnam, et ne parlait que de sinistre agression du Sud par le Nord Vietnam, et de troupes U.S. appelées au secours par les vietnamiens pour défendre la liberté. C'était l'époque où les révisionnistes ne savaient que bêler "paix au Vietnam", et agressaient systématiquement nos camarades qui diffusaient le journal de la R.D.V.N. "le courrier du Vietnam" (imprimé à Clermont-Ferrand disaient les révisios) et parlaient de guerre du peuple. Aujourd'hui, même J.-E. Vidal dans l'Humanité est obligé de reconnaître la victoire du peuple en armes, même France Soir est obligé de parler des massacres de Song My et d'avouer l'élection truquée du fantoche Thieu. Que s'est-il donc passé depuis 1967?

Tout simplement, la défaite de l'impérialisme U.S. est devenue une évidence telle que plus personne ne peut la nier. Une date plus particulièrement a marqué le cours des événements de façon décisive: février 1968. Le 30 janvier 1968 il y a 4 ans, le comité central du F.N.L. lance un ordre d'attaque général dans tout le Sud Vietnam. Danang, Khe-Sanh, toutes les bases U.S. sont attaquées: les troupes U.S. subissent en quelques jours des pertes en hommes et en matériel considérables. Dans toutes les villes, des soulèvements en chaîne: Hue est libérée pendant plusieurs semaines par les troupes patriotiques; à Saigon, les patriotes pénètrent jusque dans l'ambassade U.S. En quelques jours l'administration et l'armée fantoches sont complètement désorganisées: des vietnamiens de toutes les couches de la population sont gagnés à la cause de l'indépendance nationale. C'était l'offensive du Têt. En quelques semaines, les combattants vietnamiens ont planté les bases des victoires d'aujourd'hui. Ils ont complètement déconsidéré le régime fantoche, ils ont construit dans toutes les villes les organisations clandestines qui dirigent le combat aujourd'hui, ils ont prouvé aux soldats américains qu'aucune parcelle du sol Vietnamien n'était sûre pour eux.



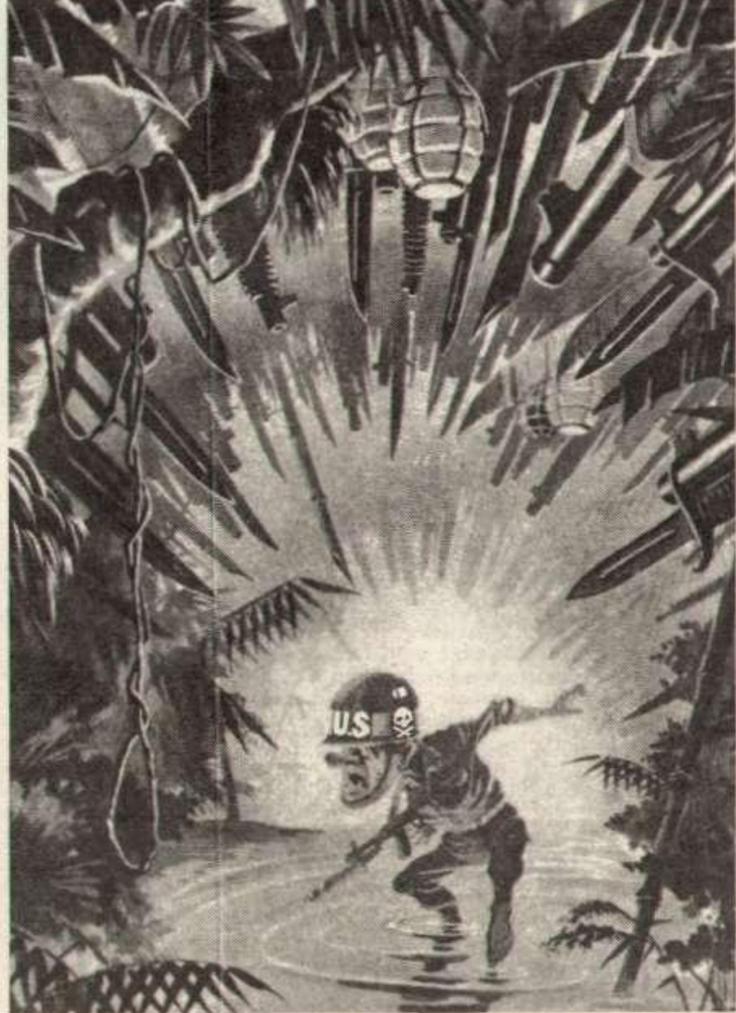
Depuis plusieurs années la situation progressait régulièrement en faveur des forces populaires. Ayant débuté par de petites escarmouches sur des éléments ennemis isolés, les Forces Armées Populaires de Libération alignaient des forces de plus en plus importantes, remportaient des victoires de plus en plus éclatantes. A Khe-Sanh en 1967, c'est une véritable bataille rangée, de longue durée, contre une base U.S. qu'engagent les F.A.P.L. En face, les troupes U.S. perdaient de plus en plus la maîtrise du terrain, pour finalement se terrer dans leurs bases, sur la défensive. Au printemps 68, le F.N.L. a évalué que le moment était mûr pour faire basculer radicalement le rapport de forces. Jusque là, les choses avaient évolué progressivement: par une action généralisée, un moment fort dans la lutte, la guerre du peuple est passée à une étape nouvelle: celle où les forces populaires gardent définitivement l'offensive, sur tous les fronts.

Hors du Vietnam l'offensive du Têt a rendu éclatante aux yeux du monde entier, la victoire future du peuple vietnamien, ce qui a permis un développement sans précédent du mouvement de soutien. Aux U.S.A. particulièrement, ce fut la douche froide. La puissance invincible du géant U.S. était mise en échec. Un mythe s'effondrait. Toutes les déclarations rassurantes de Johnson et de Nixon apparaissaient clairement pour ce qu'elles étaient: du vent. La victoire du Têt fut un puissant encouragement pour le mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam: la faiblesse de l'impérialisme U.S. éclatait aux yeux des progressistes américains, il avait été mis en échec hors de ses frontières, pourquoi pas à l'intérieur?

En effet, la victoire du Têt marque surtout l'échec lamentable de l'impérialisme U.S. Sous les coups du peuple vietnamien d'abord a débuté la fantastique dégringolade de la puissance américaine qui s'achève aujourd'hui par une crise économique et politique sans précédent. Au lendemain du Têt, Johnson et son successeur Nixon ont perdu le sommeil: l'échec de leur tactique en Asie était cuisant. Désormais tout le problème pour eux consiste à résoudre cette contradiction insurmontable: maintenir leur domination en Asie du Sud-Est, continuer à contrôler la montée des peuples du Sud-Est asiatique et de la Chine Rouge alors qu'ils n'en ont plus ni la force ni les moyens. Pour s'en sortir, Nixon a été obligé de faire tout un tas de concessions.

Il n'est plus suffisamment fort pour jouer seul le rôle de gendarme international; il est obligé de partager avec ses compères soviétiques. L'U.R.S.S., par exemple jouera le rôle principal dans le sous continent Indien ou aux frontières nord de la Chine; en échange elle laissera les U.S.A. tranquilles en Indochine; au besoin même, elle leur donnera un coup de main en soutenant le fantoche Lon Nol contre les patriotes du Funk. En Indochine même, les U.S.A. sont débordés au Vietnam: leurs soldats refusent de se battre, de nouveaux foyers de lutte se développent dans toute l'Indochine. Nixon est obligé d'adopter une nouvelle tactique: extension de l'intervention dans toute l'Indochine et participation de plus en plus grande des mercenaires des fantoches locaux aux combats, la fameuse politique de "vietnamisation". Malheureusement pour Nixon, cette nouvelle tactique comporte pas mal de dangers. D'abord, laisser les soviétiques prendre de l'importance ne le remplit pas de plaisir. Ensuite, la confiance dans les fantoches est toute limitée: ils ne tiennent que grâce au soutien U.S., et leurs armées, complètement démoralisées, ne combattent qu'à coups de dollars.

Croyant s'en sortir par cette nouvelle tactique, Nixon ne récolte que la tempête. En installant au Cambodge le fantoche Lon Nol, il espérait porter un coup très dur aux peuples d'Indochine: il n'a fait que renforcer et sceller leur unité. Nixon espérait renforcer ses positions au Laos, au Cambodge, en Thaïlande, pour pouvoir ensuite mieux étouffer la guerre du peuple vietnamien: il est maintenant cerné de toutes parts, dans toute l'Indochine. Le tigre est à l'agonie, mais il est encore vivant: il se débatta. Quand Nixon comprendra le nouvel échec de sa nouvelle tactique, il tentera d'aller encore plus loin dans l'escalade, et il s'enlisera encore plus, et ainsi de suite jusqu'à son anéantissement total.



REVOLTE DANS LES PRISONS

Toul, Nîmes, Amiens, Loos, Nancy, Melun, mutineries dans les prisons françaises. Le pouvoir s'inquiète: commissions d'enquête, rapports etc... Il envoie ses flics armés jusqu'aux dents. La presse bourgeoise en fait la une de ses journaux: conditions de détention, nourriture, sévices... La petite bourgeoisie intellectuelle en fait son cheval de bataille. La presse fasciste déverse une propagande hystérique sur la pègre qui va coûter cher aux français.

Qui sont ces prisonniers? De l'aveu même des autorités bourgeoises, la pègre, les déchets du système capitaliste constituent à peine 10% des emprisonnés. On y trouve surtout ceux dont la bourgeoisie veut se débarrasser, ceux à qui elle ne laisse même pas le minimum vital, et qui sont bien obligés de se débrouiller pour vivre. Les jeunes qui n'arrivent pas à trouver un boulot, et qui "empruntent" une bagnole un soir. Les travailleurs immigrés, constamment pourchassés par des flics qui s'emparent du moindre prétexte pour les expulser ou les entôler (à Ivry, ils ont bien tué un travailleur algérien qui volait un yaourt). Ceux-ci sont en prison pour des broutilles, et pendant ce temps, les gros qui détournent des millions peuvent se prélasser au soleil de Tel-Aviv, ou manœuvrer dans les coulisses du pouvoir.

En prison, les conditions sont inhumaines. Les sanctions pleuvent pour un rien. Quand l'oisiveté n'est pas complète, laissant les prisonniers démunis de toute ressource, c'est l'exploitation la plus féroce: rempailler des chaises, confectionner des étiquettes, des éponges métalliques, pour se retrouver à la sortie avec même pas de quoi s'acheter un costume. Qui sont d'ailleurs les révoltés, sinon ceux-là même qui souffrent le plus de cette exploitation et de cette répression. 200 jeunes à Toul, des jeunes aussi à Loos les Lilles, Nancy etc... Que réclament-ils? Plus de justice, une amélioration des conditions de vie des

conditions de travail au moins identiques à celles des ouvriers dans les usines. Ces revendications sont justes, leur lutte est juste.

La réponse du pouvoir: le rapport Schmelk, les mesures de Pleven d'un côté, les grenades lacrymogènes à Nancy... Les prisons sont un instrument important aux mains des capitalistes. Ce n'est sûrement pas sur les conditions de travail que Pleven va céder. A côté de phrases bidon sur la formation professionnelle des prisonniers, il annonce la généralisation du régime de semi-liberté, qui livre pieds et poings liés les prisonniers à leurs patrons. Sur le reste, des mesures de façade, qui ne remettent pas en cause le régime des prisons, mais qui permettent de présenter le gouvernement comme restaurateur de l'Ordre Public, et temporisateur. Que peut bien lui faire de muter un Galiana, quand des tas d'autres de la même espèce, formés en Algérie aux beaux temps de l'O.A.S., lui succéderont.

Par ailleurs, la campagne actuelle aide la bourgeoisie, dans la mesure où elle permet de cacher, pour un temps, le baigne quotidien capitaliste dans les usines, les brimades des chefs, les chaînes, les salaires de misère. C'est dans ce panneau que tombe actuellement la petite bourgeoisie intellectuelle. Mettre en avant les mutineries des prisonniers, c'est éviter de poser le problème de la révolution dans la classe ouvrière. Au nom de la lutte contre la répression, faire de la révolte des prisonniers une lutte exemplaire, c'est finir par abandonner tout point de vue de classe. Les révoltés, même s'ils gênent le pouvoir, même s'ils dénoncent la répression qu'il exerce, ne sont pas pour autant des révolutionnaires. Ils pourront le devenir le jour où, comme déjà aux U.S.A., les révolutionnaires emprisonnés prendront en mains leur éducation politique et leur organisation. Mais aujourd'hui, ce n'est pas dans les prisons, mais dans les usines que se joue l'avenir de la révolution en France.

Abonnements à :
CCP FRONT-ROUGE - 204-51 Lyon
FRANCE 1 an 20 F ETRANGER 1 an 40 F
6 mois 10 F 6 mois 20 F
Abonnements de soutien à partir de 50 F.

LES PROBLEMES DE NOTRE REVOLUTION parti ou cercle autonome



A la suite de la dégénérescence, sur la région, des groupes se réclamant du marxisme-léninisme, beaucoup de militants se trouvèrent isolés. Une grande partie de camarades étudiants abandonnèrent vite toute forme de militantisme pour se réfugier dans le théorisme. Le cercle autonome qui s'est alors constitué (juin 70) réunissait en majorité des camarades issus de 2 groupes : l'Union des Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes et le Comité de Défense de l'Humanité Rouge. Nous étions conscients, dès le départ, que nos objectifs stratégiques (prise du pouvoir par les armes, dictature du prolétariat) supposaient l'existence d'un parti, mais aucun groupe se réclamant du marxisme-léninisme ne nous semblait remplir ces conditions.

Après l'échec total de l'U.J.C.M.L. et des C.D.H.R., il fallait être prudents, disions-nous, ne pas se rattacher à un groupe qui, sous peu, pouvait se casser la gueule... Mais très vite, dans le développement même de notre pratique, nous nous sommes heurtés à

toute une série de problèmes qui remettaient à l'ordre du jour la question du parti.

LA QUESTION DU SYNDICAT

Les camarades ouvriers du cercle militaient depuis 2 ans à la direction d'un syndicat. Contactés par l'U.J.C.M.L. en 68 sur la ligne de la "CGT prolétarienne", les camarades avaient réussi à monter une section syndicale sur l'usine et à en prendre la direction. L'U.J. reprenait le schéma "base saine-direction pourrie" : il fallait transformer la C.G.T. de l'intérieur et en prendre la tête. Une telle ligne ne correspondait pas à grand chose, sinon à apparaître comme des militants plus actifs et plus durs aux yeux des ouvriers. Les camarades, de par leur pratique, commençaient à prendre conscience des limites d'un travail purement économique. Il existait une volonté de sortir du cadre de l'économisme et d'introduire la politique dans la classe ouvrière. Pour cela, il semblait de plus en plus nécessaire d'abandonner le syndicat. La question qui revenait sans cesse dans le cercle était : "est-il juste ou non de quitter le syndicat?". Isolés dans un coin de France, nous ne pouvions connaître l'expérience d'autres camarades travaillant également dans un syndicat. Quelles difficultés avaient-ils rencontrées ? Pouvions-tirer de cette expérience locale une ligne politique générale concernant la tactique vis-à-vis des syndicats ? Ce qui de fait était posé par nous de manière plus ou moins consciente était le problème de la centralisation effective des expériences.

QUE DIRE AUX OUVRIERS ?

Sortir du syndicat était une chose, mais cela n'allait pas résoudre magi-

quement les problèmes. Quel type de propagande allions-nous développer ? Sur quels points précis s'appuyer pour élever le niveau de conscience de la classe ouvrière ? Notre bonne volonté à sortir du cadre de l'économisme ne suffisait pas. Nous avions de nombreux contacts avec des ouvriers, mais nous ne savions pas quoi faire de tous ces contacts, quoi leur dire.

D'un côté, nous répétions dogmatiquement que la classe ouvrière en armes prendra un jour le pouvoir et instaurera sa dictature. De l'autre, nous soutenions et popularisons les luttes des ouvriers. Cela revenait à dire : "aujourd'hui, vous avez raison de vous battre contre le patron ; demain, l'insurrection armée balayera la racaille capitaliste". Toute la question était précisément dans cet entre-deux. Que faire entre aujourd'hui et demain ? Comment parvenir à ces objectifs ? Pour répondre à cette question, il fallait étudier.

Nous n'avions que quelques bribes de connaissance de la réalité sociale sur notre région : répression patronale, chômage, cadences... Mais développer une propagande juste sur de tels points suppose une étude d'ensemble du Capitalisme Monopoleur d'Etat et des mécanismes d'exploitation. Comment l'intensification du travail, le problème du chômage, que nous rencontrons sur la région, s'inscrivent-ils dans le développement du capitalisme aujourd'hui en France ? Comment comprendre l'impérialisme français sans le resituer précisément par rapport aux autres impérialismes et en particulier à l'impérialisme US ? Comment expliquer la crise de l'impérialisme sans la relier aux luttes des peuples opprimés, et en particulier des peuples indochinois ?

Développer la propagande, élever le niveau de conscience à partir de tels

points, suppose une étude de la réalité au-dessus des forces d'un cercle autonome.

LIRE QUOI ?

Lire pour lire, cela ne servait à rien, tous les camarades étaient d'accord formellement avec ce principe. La lecture de Marx, Engels, Lénine et Mao n'avait de sens que par rapport à notre pratique. Or notre pratique se limitait à une agitation tout-azimut : agitation sur les quartiers, mouvement étudiant, mouvement dans l'usine où nous étions implantés ; nous nous précipitions là où ça bougeait le plus. Notre étude se limitait donc à un ressassement du Petit Livre Rouge sur ces points : les étudiants, l'attitude des communistes, partir des idées justes des masses (que nous assimilions souvent à "les masses ont toujours raison"). Pour le reste, chaque camarade était renvoyé à lui-même, chacun lisait individuellement et inégalement les classiques du marxisme-léninisme. D'un côté, une pratique aveugle et limitée qu'on prétendait justifier après coup par des citations du Petit Livre Rouge ; de l'autre, une étude individuelle en chambre.

N'ayant pas de vision d'ensemble de la réalité sociale en France et des tâches qui s'y rapportent, nous ne pouvions que nous débattre dans les problèmes que nous rencontrions sur la région, sans pouvoir les éclairer à l'aide du marxisme-léninisme.

LES PERSISTANCES DU LOCALISME

Les camarades avaient l'expérience du fonctionnement des organisations dont ils étaient issus. Du temps de l'U.J.C.M.L., il fallait monter à Paris pour recevoir vite fait les directives d'un ponté dans les couloirs de la rue d'Ulm. La participation des camarades aux C.D.H.R. s'était limitée à la diffu-

sion de la presse, et, de temps en temps, ils recevaient quelques directives parachutées sur une situation locale que "ceux d'en haut" ignoraient totalement. Quant aux critiques que les camarades envoyaient à H.R. et qui, précisément, portaient sur le centralisme démocratique, il n'y avait jamais de réponse.

La vision idéaliste d'un parti marxiste-léniniste tout édifié donnée par H.R. (le grand parti des travailleurs) avait développé le servilisme. L'expérience négative avait entraîné la révolte suivie d'une méfiance vis-à-vis du détachement d'avant-garde. Nous demandions des garanties, des preuves toutes faites montrant que le centralisme démocratique existait réellement. En fait, nous n'étions guère débarrassés de cette vision idéaliste du parti déjà édifié, aux mécanismes bien huilés. Ce que nous ne voyions pas clairement à l'époque, c'était ce que signifiait la participation aux tâches que se fixait un tel détachement. Habités à recevoir des directives toutes cuites, une ligne élaborée en chambre par des spécialistes, nous avions peur de servir une fois de plus de main d'œuvre. Pour avancer, il nous a fallu nous unifier d'abord sur les tâches de l'heure, sur l'élaboration d'une ligne marxiste-léniniste et sur la manière de l'élaborer. C'est précisément l'élaboration d'une telle ligne qui nécessite aujourd'hui l'existence d'un détachement d'avant-garde. Ce n'est pas d'un coup, magiquement, du seul fait d'être rattachés à un tel détachement qu'on peut se débarrasser de séquelles du cercle, mais progressivement, pas à pas. Il ne s'agit pas d'entrer dans un parti bien édifié, mais de participer à son édification.

Salutations communistes.

Caen.

Dans la réponse au camarade lycéen de Châteauroux (FR.8), nous mettons l'accent sur l'une des conditions pour qu'avance l'unification : le débat sur la ligne entre les groupes dispersés qui se réclament du marxisme-léninisme. Aujourd'hui, la lettre des camarades de Caen souligne l'autre condition : l'existence d'un détachement organisé d'avant-garde. Nous sommes entièrement d'accord : l'avancée de la ligne, son élaboration ne résulteront pas d'un seul débat sur la ligne ; elles sont indissolublement liées à l'édification d'un détachement d'avant-garde. Précisons, pour répondre aux camarades, ce que nous entendons par là.

UNE FEDERATION DE CERCLE OU UN PARTI MARXISTE LENINISTE.

Pour expliquer la persistance du localisme, les camarades de Caen citent leur expérience dans deux organisations "nationales" : celle qui a impulsé les C.D.H.R., et l'U.J.C.M.L. En fait, ces deux organisations avaient beaucoup de points communs avec un cercle autonome ; combien de ces cercles ont fait, avec, en moins, un système de presse national, l'expérience des comités de base ? La raison essentielle en est que ces deux organisations, comme tout cercle autonome adoptaient la même attitude vis-à-vis des principes de la ligne de masse de Mao Tsé-toung : concentrer les idées justes des masses, les systématiser et les renvoyer sous forme de mots d'ordre aux masses pour qu'elles les appliquent.

Pour le cercle autonome, c'est évident : que peut systématiser un cercle à partir d'une expérience, à partir de la vision d'une fraction limitée des masses et de la réalité ! Les deux organisations citées ont procédé de même ; ne se posant pas le problème d'élaborer la ligne, soit elles se contentaient de claironner aux masses des principes tenant lieu de ligne, soit elles tiraient d'une seule expérience une ligne d'action générale : la ligne des comités de base n'est-elle pas principalement tirée de la seule expérience du Syndicat Général des Travailleurs de la Paulstra de Châteaudun ; et, quand des échanges d'expériences ont été organisés, c'était plus pour tirer une nouvelle recette que pour engager la centralisation des idées justes des masses. Bref, ces organisations se contentaient de fédérer des cercles locaux. Entendons-nous : il ne s'agit pas de nier cette étape, de nier qu'elle a permis à de nombreux militants qui avaient la ligne

d'HR, d'en engager ensemble la critique ; mais ce qu'il faut saisir, ce sont les limites de cette étape, et les moyens de la dépasser.

LA QUESTION DU CENTRALISME DEMOCRATIQUE

En fait, le moyen de dépasser cette pratique de fédérations de cercles locaux, d'engager ce travail de localisation, c'est la mise en œuvre du détachement d'avant-garde, du centralisme démocratique. Nous ne le limitons pas à la réalisation par un débat centralisé, de l'unité de pensée du détachement ; si c'était cela, le Parti Socialiste, par la manière dont il fait discuter son programme l'appliquerait ! Le centralisme démocratique concerne, tout autant l'unité d'action du détachement ; comment ? La direction établit un plan d'ensemble, fixant les axes d'intervention, le type d'expériences à mener, les thèmes d'étude et d'enquête ; ce plan est déterminé à partir de la connaissance que l'on a de la réalité en France. L'application du centralisme démocratique ne consiste pas seulement à faire discuter, modifier ce plan, il consiste aussi à le faire appliquer ; et, sur la base des résultats qu'il donnera, des idées qui se trouveront vérifiées ou rejetées, à en établir un nouveau.

L'aspect centralisme réside en l'accord avec le plan établi, et sa mise en pratique, l'aspect démocratie réside dans la discussion préalable de ce plan et dans les diverses formes que prend son application. Concrètement cela dans un exemple : la lutte contre le révisionnisme.

LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME

Que veut dire ici concentrer les idées justes masses ? La lutte contre le révisionnisme ne se limite pas à montrer en quoi leur programme de gouvernement révisé le marxisme léninisme, nous savons d'expérience qu'une telle critique de principe est inopérante vis-à-vis de la classe ouvrière ? Ce qu'il s'agit d'engager, c'est la recherche des points d'appui du révisionnisme dans le prolétariat : quels arguments convainquent telles couches de la classe ouvrière, sur quels points, au contraire, se dessine une rupture inconséquente avec le révisionnisme ; et cela, couche par couche, car ce ne sont pas les mêmes points d'appui et de rupture que l'on retrouvera chez les Français et les immigrés, chez les ouvriers et les ouvrières, chez



Mao Tsé-toung enquête auprès des paysans de Yenan : pour recueillir les idées justes des masses, il faut un Parti Communiste

les OS et les OP. Combattre la ligne révisionniste, c'est connaître les idées des masses sur cette ligne, les concentrer, les systématiser en leur appliquant le point de vue de classe, c'est-à-dire en les passant au crible de la théorie marxiste-léniniste ; il ne s'agit pas de se limiter à telle ou telle critique que le prolétariat fait lui-même au révisionnisme (par exemple, sur "l'alliance avec les bourgeois du PS") pour la restituer telle quel sous forme de mot d'ordre ; il faudra détruire dans cette critique même la coexistence d'idées justes et d'idées erronées, ce que ne peut faire spontanément le prolétariat ; dans notre exemple, poser, à partir de l'alliance avec Mitterand, le problème de la stratégie électorale du P.C.F., de la trahison de la révolution prolétarienne.

Comment le centralisme démocratique va permettre de réaliser ce travail de centralisation ? La connaissance des idées des masses sur la ligne révisionnisme ne tombera pas du ciel, il faut commencer à les transformer pour voir

apparaître les points de résistance à notre propagande qui sont de fait les points d'ancrage du révisionnisme dans la classe ouvrière. Ce travail, peut-il se faire anarchiquement chacun dans son coin menant son expérience de lutte contre le révisionnisme ? Certainement pas ; à chaque étape, notre connaissance du révisionnisme doit se concrétiser dans un plan comportant : - des tâches d'étude et d'enquête ; par exemple étudier l'histoire du P.C.F. et des nationalisations et mener l'enquête sur la propagande faite par le P.C.F. sur les nationalisations.

- des axes de propagande qui reprennent l'ensemble de nos connaissances pour pouvoir les vérifier en examinant comment les masses s'en emparent.

- Des propositions d'organisation, des cibles de lutte rapportées à ces axes de propagande, pour les masses qui rentrent en contradiction avec le révisionnisme.

Dans le détachement d'avant-garde,

l'application du centralisme démocratique doit permettre de réaliser l'accord sur ce plan et sa mise en pratique ; entendons-nous : il ne s'agit pas d'attendre d'être convaincu de la justesse des idées contenues dans ce plan pour commencer à le mettre en pratique, puisque la condition de la vérification de ces idées c'est justement qu'elles soient confrontées à la pratique.

Comment savoir si telle explication sur les nationalisations démolit l'argumentation révisionniste si nous ne l'expérimentons pas dans les meetings tenus par les révisos sur leur programme ; la critique théorique de cette thèse des nationalisations ne fournira pas à elle seule, l'impact de cette thèse sur le prolétariat et donc les moyens pour la combattre.

Front Rouge est partie prenante dans l'application de ce plan d'action, c'est pourquoi il engagera la lutte antirévisionniste autour de la critique du programme du P.C.F. et de l'impact qu'il a dans la classe ouvrière.